

<b>Introduction</b> .....	5
1. La délimitation du champ de la recherche.....	22
2. Histoire.....	25
3. Intérêts théoriques et pratiques de la recherche.....	32

***Première partie***

**La prévalence de la protection du marché  
Par les autorités juridictionnelles de régulation**

≡≡≡ **Titre I** ≡≡≡

**La protection du marché par un corpus  
de règles procédurales spécifiques**

**Chapitre 1**

<b>Souplesse des règles de la procédure pour la protection du marché</b> .....	32
--	----

<b>Section I Inventaire des règles procédurales spécifiques du conseil de la concurrence</b> .....	48
--	----

Paragraphe 1. La saisine spécifique du conseil de la concurrence	49
--	----

A. Position jurisprudentielle large des organes de la saisine	50
---	----

1. Elargissement jurisprudentiel de la notion d'entreprise	51
--	----

2. Position jurisprudentielle extensive des autres organes de la saisine.....	64
--	----

B. Recevabilité souple de la requête introductive d'instance	67
--	----

Paragraphe 2. Procédure contentieuse originale devant le conseil de la concurrence.....	71
--	----

A. La qualité d'agir au sens de la jurisprudence du conseil de la concurrence.....	72
---	----

B. La consécration des principes dérogatoires de la procédure	75
---	----

1. Spécificités quant à l'action portée devant le conseil de la concurrence.....	78
2. Spécificités quant à la décision en concurrence.....	80
<b>Section II Les spécificités procédurales du contentieux de la régulation sectorielle de la télécommunication</b> .....	85
Paragraphe 1. Les télécommunications et la concurrence.....	88
A. Le secteur des télécommunications secteur concurrentiel.....	88
1. Mission technique de l'I.N.T.....	90
2. Mission contentieuse de l'I.N.T.....	92
B. Conflits de compétence entre l'I.N.T et le C.C.....	96
Paragraphe 2. Eventail d'organes juridictionnels dans le secteur des télécommunications.....	103
A. Les conflits de compétence et leur impact sur la concurrence.....	103
B. Lacunes du droit de la concurrence en matière des télécommunications.....	104
1. Abus de position dominante ou position significative dans le marché des télécommunications ?.....	105
2. Lacunes de la législation des télécommunications.....	106
Conclusion du chapitre 1.....	107

## Chapitre 2

<b>Élargissement légal du champ du contentieux procédural de la concurrence</b> .....	109
---	-----

<b>Section I</b> Les garanties juridictionnelles de la protection du marché.....	109
Paragraphe 1. Spécificités des mesures conservatoires de la concurrence.....	110
A. L'originalité de l'article 15 -8 de la loi de 2015.....	111
1. La démarcation des mesures conservatoires au sens du droit de la concurrence.....	111

2. La démarcation des mesures conservatoires au sens de la jurisprudence du conseil de la concurrence.....	113
B. Le sort des demandes de mesures conservatoires.....	115
Paragraphe 2. La saisine d’office par le conseil de la concurrence protecteur de l’ordre public économique.....	117
A. La saisine d’office instrument légal de régulation du marché.....	117
1. Les modalités de l’auto-saisine .....	118
2. Les dangers de l’auto-saisine.....	121
B. Applications jurisprudentielles de la saisine d’office .....	121
1. Éventail large de saisines d’office.....	122
2. Éventail large de saisines d’office mais limité au niveau des effets.....	128

<b>Section II</b> Contentieux du juge administratif en matière de la concurrence .....	130
Paragraphe 1. Le juge administratif juge de la concurrence .....	131
A. La jurisprudence spécifique du contrôle du tribunal administratif quant à la forme.....	131
B. La jurisprudence spécifique du contrôle du tribunal administratif quant au fond.....	133
1. Le juge administratif juge régulateur de l’autorité juridictionnelle régulatrice ?.....	134
2. Le contentieux de la concurrence des marchés publics..	140
Paragraphe 2. La nature juridique du recours des décisions des autorités de régulation : recours pour excès de pouvoir ou recours spécial ?.....	143
A. La nature de l’appel.....	143
1. Originalité des recours .....	144
2. Spécificités du recours .....	146
B. L’intérêt de la distinction au niveau procédural .....	147
Conclusion du chapitre 2. ....	148

## ==== Titre II ====

### La protection du marché par un corpus de règles substantielles spécifiques

#### Chapitre 1

#### Protection juridictionnelle par l'objet : le marché..... 155

##### **Section I** Le rôle juridictionnel du conseil de la concurrence pour la lutte contre les pratiques anticoncurrentielles..... 156

##### Paragraphe 1. Identification jurisprudentielle des pratiques anticoncurrentielles ..... 157

##### A. La prohibition de l'article 5 de la loi de 2015..... 157

##### 1. Liste indicative et non limitative des pratiques prohibées ..... 158

##### 2. Diversité des pratiques anticoncurrentielles au sens de l'article 5 ..... 159

##### B. Pratiques faussant le jeu de la concurrence :..... 190

##### 1. Interprétation jurisprudentielle large des pratiques anticoncurrentielles..... 190

##### 2. Interprétation jurisprudentielle conditionnée des pratiques anticoncurrentielles..... 191

##### Paragraphe 2. Exemptions des pratiques anticoncurrentielles... 194

##### A. Rôle actif du conseil de la concurrence dans les exemptions individuelles (ou régime d'autorisation) ..... 195

##### 1. L'appréciation concurrentielle des clauses contractuelles ..... 198

##### 2. L'appréciation concurrentielle du projet de franchise.... 200

##### B. Éviction du conseil de la concurrence dans les exemptions catégorielles (ou régime de déclaration)..... 201

##### **Section II** Éviction de l'acte juridictionnel du conseil dans le contrôle des concentrations ..... 204

##### Paragraphe 1. Identification des concentrations..... 205

##### A. Le contrôle des concentrations ..... 205

B. Règlementation légale de la concentration économique....	207
Paragraphe 2. Rôle passif du conseil dans le contrôle des concentrations .....	209
A. Protection limitée du marché par le conseil de la concurrence.....	209
B. Protection du marché retrouvée par le conseil.....	213
Conclusion chapitre 1.....	215

## Chapitre 2

<b>La protection juridictionnelle du marché par le sujet : le consommateur.....</b>	<b>217</b>
---	------------

<b>Section I</b> Les organes juridictionnels de la protection du consommateur.....	220
--	-----

Paragraphe 1. Le conseil de la concurrence protecteur du consommateur.....	221
--	-----

A. Protection juridictionnelle de principe.....	221
1. Dans le cadre de sa fonction consultative.....	222
2. Dans le cadre de sa fonction contentieuse.....	223

B. Les limites de la protection juridictionnelle du consommateur.....	224
---	-----

Paragraphe 2. Rôle du juge commun dans la protection du consommateur.....	227
---	-----

A. Le juge pénal protecteur du consommateur.....	227
B. Le juge civil protecteur du consommateur.....	229

<b>Section II</b> Les modalités de la protection juridictionnelle du consommateur.....	230
--	-----

Paragraphe 1. La protection juridictionnelle du consommateur en cas d'entraves à la concurrence.....	230
--	-----

A. Les pratiques anticoncurrentielles lèsent le consommateur.....	230
B. Certaines pratiques anticoncurrentielles arrangent le consommateur.....	232

Paragraphe 2. La protection du consommateur par la régulation juridictionnelle.....	232
A. Les concentrations économiques profitent au consommateur.....	233
B. Les exemptions (les bonnes ententes anticoncurrentielles) profitent au consommateur.....	233
Conclusion du chapitre 2.....	236
Conclusion de la première partie.....	239

## *Seconde partie*

### **La prévalence de la protection des intérêts privés Par le juge judiciaire**

#### ≡≡≡ **Titre I** ≡≡≡

#### **La protection juridictionnelle de la concurrence par la réparation**

#### **Chapitre 1**

<b>La protection juridictionnelle des contractants.....</b>	<b>251</b>
---	------------

#### **Section I** Compétence du juge civil dans la concurrence..... 254

Paragraphe 1. Compétence exclusive du juge civil dans la clause de non concurrence.....	255
--	-----

A. Rôle du juge civil dans l'appréciation de la clause de non concurrence.....	256
---	-----

B. Les sanctions du non respect de la clause.....	260
---	-----

Paragraphe 2. Compétence « concurrentielle » du juge civil avec le conseil de la concurrence.....	261
--	-----

A. La nullité absolue en cas de conventions se rapportant à une pratique anticoncurrentielle.....	261
--	-----

B. L'action en réparation en cas de « dommage concurrentiel ».....	265
---	-----

<b>Section II</b> Les pratiques restrictives sanctionnées civilement.....	267
Paragraphe 1. Identification des pratiques restrictives .....	267
A. Identification spécifique par le juge civil de la pratique restrictive.....	268
B. Identification ambiguë de la pratique restrictive par le juge civil.....	271
Paragraphe 2. Les conditions de mise en œuvre de la responsabilité civile en cas de pratiques restrictives de la concurrence .....	272
A. Règles de la responsabilité civile et pratiques restrictives de la concurrence.....	273
B. Le dédommagement de la victime des pratiques restrictives.....	273
Conclusion chapitre 1. ....	274

## Chapitre 2

<b>Protection juridictionnelle des concurrents</b> .....	277
<b>Section I</b> Le juge et la concurrence déloyale interentreprises.....	279
Paragraphe 1. Les conditions de mise en œuvre de l'action en concurrence déloyale.....	280
A. Conditions semblables de la mise en œuvre de l'action en concurrence déloyale et celle de la responsabilité civile.....	280
1. La confusion.....	281
2. Le dénigrement.....	285
3. La désorganisation de l'entreprise .....	286
4. Le parasitisme économique.....	286
B. Conditions différentes de la mise en œuvre de l'action en concurrence déloyale et celle des pratiques anticoncurrentielles .....	287
Paragraphe 2. Effets de l'action en concurrence déloyale.....	290
A. Le juge civil et la concurrence déloyale.....	290
B. Le juge des référés et la concurrence déloyale .....	291

<b>Section II</b> Les entreprises en difficulté financière et la concurrence .....	292
Paragraphe 1. La protection juridictionnelle de l'entreprise avant la cessation de paiements.....	295
A. Le droit des entreprises en difficulté droit anticoncurrentiel.....	295
B. Rôle préventif du juge dans le règlement amiable.....	297
Paragraphe 2. La protection juridictionnelle de l'entreprise après la cessation de paiements .....	298
A. Protection juridictionnelle par des règles anticoncurrentielles.....	299
B. Protection juridictionnelle par l'autorité de la concurrence.....	
Conclusion chapitre 2.....	301

## ≡≡≡ Titre II ≡≡≡

### **La protection juridictionnelle de la concurrence par la répression**

#### **Chapitre 1**

<b>La justice imposée</b> .....	309
<b>Section I</b> Protection juridictionnelle limitée de la concurrence par les juridictions répressives.....	310
Paragraphe 1. Inefficacité pratique du déclenchement de l'action publique.....	310
A. Recul des pouvoirs du ministère public dans la concurrence.....	311
B. Déclenchement de poursuites inexistant par le conseil de la concurrence.....	312
Paragraphe 2. Garanties juridictionnelles « douteuses » avec le juge pénal unique.....	314
A. Juge unique, juge inique ?.....	315
B. L'intime conviction du juge pénal.....	316



<b>Section II</b> Le caractère répressif de la concurrence.....	318
Paragraphe 1. Diversité des infractions de la concurrence .....	319
A. Les pratiques restrictives de la concurrence sanctionnées pénalement.....	319
1. La pratique de prix minimum fixé (imposé) .....	319
2. La revente à perte .....	320
3. Les ventes avec prime .....	325
4. Le refus de vente.....	326
5. La vente ou achats liés.....	327
B. Les pratiques de la concurrence à caractère pénal .....	328
1. Les pratiques discriminatoires .....	328
2. Inefficacité pratique des articles 138 et suivants du code pénal.....	331
Paragraphe 2. Éventail de sanctions pénales de la concurrence .	332
A. Les sanctions judiciaires des infractions de la concurrence .....	333
B. Les peines complémentaires à la sanction.....	336
Conclusion chapitre 1. ....	336

## Chapitre 2

<b>La justice négociée</b> .....	339
<b>Section I</b> Limites de l'arbitrage dans les litiges concurrentiels à caractère pénal.....	340
Paragraphe 1. L'arbitrabilité des litiges du droit de la concurrence .....	341
A. Champ d'application de l'arbitrage en droit de la concurrence .....	341
B. Emergence d'un droit arbitral de la concurrence.....	343
Paragraphe 2. Jurisprudence critiquable du conseil de la concurrence en matière d'arbitrage.....	346
A. « Concurrence » entre l'arbitre et le C.C.....	347
B. La nécessaire collaboration entre l'arbitre et le C.C.....	348

<b>Section II</b> La nécessaire généralisation de la procédure de clémence au juge pénal.....	350
Paragraphe 1. Protection juridictionnelle des entreprises par la clémence .....	351
A. Exemption de la sanction totale .....	351
B. Exemption de la sanction partielle .....	351
Paragraphe 2. Modalités de la protection juridictionnelle des entreprises par la clémence.....	353
A. Le C.C et la clémence .....	353
B. Le juge pénal et la clémence .....	353
Conclusion chapitre 2. ....	354
Conclusion de la deuxième partie.....	357
Conclusion générale.....	361
Table des matières.....	365